

Télégrammes : Courrier-Moulines
Moulines, 17

COURRIER DE L'ALLIER

Chèques postaux : Clermont-Ferrand N° 114-83 R. C. n° 662

Pour la publicité régionale, s'adresser exclusivement à l'AGENCE HAYAS, 87, place d'Allier, MOULINS - Palais du Commerce, VICHY

BUREAUX : 13, RUE JEAN-JACQUES-ROUSSEAU, MOULINS

Pour la publicité extra-régionale, s'adresser à l'AGENCE HAYAS, 62, rue de Richelieu, PARIS, et dans toutes ses succursales

Une soirée d'émeute à Paris

De nombreux coups de feu ont été échangés au cours de manifestations sanglantes

Il y a des morts et des centaines de blessés

C'est avec une émotion proche de l'angoisse qu'on lit les nouvelles, encore confuses et incomplètes, sur la tragique soirée d'hier à Paris. Il y a des morts et des blessés dont on ignore le nombre.

Premières bagarres

Le premier heurt entre les manifestants et le service d'ordre s'est produit à 18 heures, place de la Concorde. Des manifestants ont lancé des pierres sur le service d'ordre qui a fait déborder la place.

La tempête est venue. Et l'on ne peut de défendre d'une constatation. C'est la deuxième fois depuis la guerre que les partis de gauche, par leur victoire électorale, ont la faculté d'exercer pleinement le pouvoir.

Les manifestations qui ne devaient commencer pour les grands boulevards qu'à partir de 19 h. 30, ont pourtant été déclenchées un peu après 18 heures, par quelques centaines de jeunes gens qui, dispersés au carrefour Drouot, en groupes de 7 ou 8, se sont soudain réunis pour marcher en colonnes.

Les élections de 1932 leur ont donné une deuxième fois le pouvoir intégral. Inutile d'insister, les faits parlent d'eux-mêmes.

Un double barrage de camions militaires et de gardes mobiles barre à cet endroit le boulevard Saint-Germain. Au loin s'élève une longue rampe. Ce sont les groupes d'Action française, auxquels la foule s'est jointe et qui manifeste bruyamment place de la Concorde.

Le service d'ordre s'installe
Paris, 6 février. — A 18 h. 30, le service d'ordre exceptionnel organisé en prévision des manifestations annoncées pour cette après-midi et pour ce soir, s'est installé aux abords du Palais-Bourbon, sous la direction de M. Bonnefoy-Sibour, préfet de police.

La foule devient encore plus houleuse. La garde à cheval exécute plusieurs charges. Plusieurs personnes tombent. Il y a quelques coups de feu, dont la monture a également souffert dans la bagarre.

Voici maintenant un récit de la soirée sanglante :

(Voir la suite en deuxième page)

LA SEANCE D'HIER A LA CHAMBRE A ETÉ EXTREMEMENT VIOLENTE

Séance du mardi 6 février (suite)
M. HENRI HAYE
Le président fait savoir que M. Henri Haye demande que son jour de son interpellation à celles de ses collègues.

DERNIÈRE HEURE APRÈS L'ÉMEUTE

Le gouvernement refuse, a dit M. Daladier, d'assumer la responsabilité d'une nouvelle effusion de sang

LE MINISTÈRE EST DÉMISSIONNAIRE

Le gouvernement refuse, a dit M. Daladier, d'assumer la responsabilité d'une nouvelle effusion de sang

LE GRAND ORCHESTRE

Les communistes crient : « Gorguloff ! Gorguloff ! » et font un vacarme auquel répond celui de la droite. Les socialistes continuent à huer l'ancien président du conseil, qui est acclamé par les députés de la droite et du centre droit de l'Assemblée.

UNE CONFÉRENCE NOCTURNE AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Paris, 7 février. — A 11 heures 20, M. Edouard Daladier, président du conseil, accompagné de MM. Mistler et Guy La Chambre, venant de l'Élysée, où il avait eu un long entretien avec M. Lebrun, est arrivé au ministère de l'Intérieur. Il a été immédiatement introduit dans le cabinet du ministre de l'Intérieur ou « cabinet » central déjà avec MM. Pierre Cot, ministre de lair ; Penancier, garde des sceaux ; Donat-Guigue, procureur général ; Pailhès, procureur de la République près le tribunal de première instance ; Bonnefoy-Sibour, préfet de police ; Marchand, directeur adjoint de la police municipale.

LES CONSEILLERS MUNICIPAUX BLESSÉS

Paris, 7 février. — Contrairement à ce qu'on a annoncé, M. de Pressac, conseiller municipal, n'a pas un œil crevé ; c'est un manifestant qui fut atteint à l'œil.

DES MANIFESTATIONS A LA BOURSE DE PARIS

Paris, 7 février. — Une délégalation d'anciens combattants ont remis ce matin à M. Lebrun un ordre du jour protestant contre les incidents d'hier et demandant la constitution d'un gouvernement capable de restaurer l'autorité, l'Etat et l'ordre public.

UNE DÉCLARATION DU PRÉFET DE POLICE

Paris, 7 février. — Reentrant à l'hôtel de la préfecture ce matin, à 3 h. 15, M. Bonnefoy-Sibour a fait appeler dans son cabinet les journalistes accrédités à qui il a fait la brève déclaration suivante :

LES DÉPUTÉS DE DROITE ET DU CENTRE

M. Tardieu déclare qu'il convient de discuter les fluctuations de la politique du président du conseil. Celui-ci a éprouvé sans doute des difficultés à lire sa déclaration ministérielle, mais lui-même n'a pas éprouvé d'ana-gones en 1930 ?

LE SCUTIN A LA TRIBUNE

M. Daladier. — Le gouvernement pose la question de confiance pour la clôture. Le scrutin à la tribune commence à 18 heures 25. Le défilé à la tribune se produit sans incident.

LE BILAN DE L'ÉMEUTE

Paris, 7 février. — Parmi les manifestants blessés, actuellement hospitalisés, quelques-uns sont dans un état très grave. 283 blessés ont reçu des soins dans les salles de pansement et ont pu regagner leur domicile.

A L'UNION NATIONALE DES COMBATTANTS

Paris, 7 février. — M. Georges Lebocq président du groupe de la région parisienne de l'Union nationale des combattants a été élu président général de l'Union en remplacement de M. Rossignol, démissionnaire.

DERNIÈRE HEURE

Le gouvernement refuse, a dit M. Daladier, d'assumer la responsabilité d'une nouvelle effusion de sang

LE MINISTÈRE EST DÉMISSIONNAIRE

Le gouvernement refuse, a dit M. Daladier, d'assumer la responsabilité d'une nouvelle effusion de sang

LE GRAND ORCHESTRE

Les communistes crient : « Gorguloff ! Gorguloff ! » et font un vacarme auquel répond celui de la droite. Les socialistes continuent à huer l'ancien président du conseil, qui est acclamé par les députés de la droite et du centre droit de l'Assemblée.

UNE CONFÉRENCE NOCTURNE AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Paris, 7 février. — A 11 heures 20, M. Edouard Daladier, président du conseil, accompagné de MM. Mistler et Guy La Chambre, venant de l'Élysée, où il avait eu un long entretien avec M. Lebrun, est arrivé au ministère de l'Intérieur. Il a été immédiatement introduit dans le cabinet du ministre de l'Intérieur ou « cabinet » central déjà avec MM. Pierre Cot, ministre de lair ; Penancier, garde des sceaux ; Donat-Guigue, procureur général ; Pailhès, procureur de la République près le tribunal de première instance ; Bonnefoy-Sibour, préfet de police ; Marchand, directeur adjoint de la police municipale.

LES CONSEILLERS MUNICIPAUX BLESSÉS

Paris, 7 février. — Contrairement à ce qu'on a annoncé, M. de Pressac, conseiller municipal, n'a pas un œil crevé ; c'est un manifestant qui fut atteint à l'œil.

DES MANIFESTATIONS A LA BOURSE DE PARIS

Paris, 7 février. — Une délégalation d'anciens combattants ont remis ce matin à M. Lebrun un ordre du jour protestant contre les incidents d'hier et demandant la constitution d'un gouvernement capable de restaurer l'autorité, l'Etat et l'ordre public.

UNE DÉCLARATION DU PRÉFET DE POLICE

Paris, 7 février. — Reentrant à l'hôtel de la préfecture ce matin, à 3 h. 15, M. Bonnefoy-Sibour a fait appeler dans son cabinet les journalistes accrédités à qui il a fait la brève déclaration suivante :

LES DÉPUTÉS DE DROITE ET DU CENTRE

M. Tardieu déclare qu'il convient de discuter les fluctuations de la politique du président du conseil. Celui-ci a éprouvé sans doute des difficultés à lire sa déclaration ministérielle, mais lui-même n'a pas éprouvé d'ana-gones en 1930 ?

LE SCUTIN A LA TRIBUNE

M. Daladier. — Le gouvernement pose la question de confiance pour la clôture. Le scrutin à la tribune commence à 18 heures 25. Le défilé à la tribune se produit sans incident.

LE BILAN DE L'ÉMEUTE

Paris, 7 février. — Parmi les manifestants blessés, actuellement hospitalisés, quelques-uns sont dans un état très grave. 283 blessés ont reçu des soins dans les salles de pansement et ont pu regagner leur domicile.

A L'UNION NATIONALE DES COMBATTANTS

Paris, 7 février. — M. Georges Lebocq président du groupe de la région parisienne de l'Union nationale des combattants a été élu président général de l'Union en remplacement de M. Rossignol, démissionnaire.